

[Fermer](#)

S'inscrire à la mailing list ISM-France

Recevez par email les titres des derniers articles publiés sur ISM-France.

Votre adresse courriel



Liban - 22 mai 2007

"Fath al-islam" ou les mensonges du gouvernement libanais illégal

Par Rim al-Khatib

> rim9969@yahoo.fr

Dimanche matin, des hommes de la sécurité intérieure libanaise se sont dirigés vers un immeuble dans Tripoli pour arrêter des hommes impliqués dans une affaire de vol de banque. Il semblerait que des miliciens du Fateh al-islam aient été encerclés dans l'immeuble.

D'un coup, tout se déclenche. Les miliciens du Fateh al-islam et les forces de la sécurité se tirent dessus. Peu après, des postes de l'armée libanaise, situés autour du camp, sont pris d'assaut par Fateh al-islam, et une vingtaine de soldats sont tués.

L'armée libanaise entre alors dans les combats et tire sur le camp.

Les victimes sont nombreuses : des civils palestiniens du camp, 8 tués et une vingtaine de blessés dénombrés sans parler des membres du Fateh al-islam. Du côté de l'armée libanaise, ce sont 31 soldats qui sont tombés au cours des deux jours d'affrontements.

Plusieurs questions se posent, entre autres celles posées au conseil des ministres élargi du lundi, à Beyrouth : le chef de l'armée a questionné le responsable de la sécurité intérieure pourquoi l'armée n'a pas été mise au courant de l'opération sécuritaire en cours à Tripoli. L'armée a été prise au dépourvu, ce qui a multiplié ses pertes.

Comment une opération sécuritaire relative à un vol de banque peut dégénérer en un bombardement d'un camp palestinien ?

Le gouvernement libanais et ses portes-parole se sont empressés d'accuser la Syrie, considérant que Fateh al-islam est une organisation formée par les appareils sécuritaires syriens, l'objectif de la Syrie serait, d'après eux, de contrer le tribunal international relatif à l'assassinat de l'ancien premier ministre Hariri. Depuis plus d'un an, ce groupe n'a aucune autre explication sur ce qui se passe dans le pays. Une langue de bois aussi stérile peut lasser le monde entier mais n'a pas l'air de lasser les responsables et défenseurs du gouvernement illégal libanais.

Mais ceux qui connaissent la situation dans les camps palestiniens du nord et celui précisément de Nahr al-Bared savent très bien que le gouvernement libanais ment : il ment à propos de Fateh al-islam, il ment à propos de l'opération qu'il a déclenché, il ment à propos des vraies causes de ces affrontements.

Fateh al-islam n'est pas une organisation palestinienne. S'il a été formé au départ par une scission d'une scission pro-syrienne du Fateh, il n'en demeure pas moins que les Palestiniens de Nahr al-Bared savent de qui est formé ce groupe : essentiellement de libanais, et aussi de plusieurs nationalités arabes : saoudiens, algériens, marocains, jordaniens, yéménites, égyptiens.

Pour le financement du groupe, Palestiniens du Liban et libanais savent que ce groupe a été financé jusqu'à une date très récente par le fils Hariri lui-même ou ses conseillers haineux à partir de deux considérations : limiter l'audience du Hizbullah dans les camps palestiniens, audience relayée par les organisations palestiniennes diverses, en suscitant un groupe "sunnite", avec un discours religieux pour faire également concurrence au Hamas et au Jihad islamique, et d'autre part, former un groupe sunnite, fer de lance d'une guerre fratricide sunnite-shiite. Fateh al-islam a été financé pendant plusieurs mois, depuis son apparition à la fin de 2006, pour s'installer dans le camp.

Si le gouvernement libanais a décidé de déclencher cette opération, en faisant intervenir l'armée, qui a été prise au dépourvu, c'est d'abord pour masquer les véritables assassins qui sévissent au Liban et qui, depuis plusieurs mois, commettent des attentats, le dernier étant l'attentat meurtrier de 'Ayn 'Alaq. D'un coup, tous les crimes sont mis sur le compte de Fateh al-islam, groupe que personne ne peut défendre, ni au niveau palestinien ni au niveau libanais.

Fateh al-islam est devenu d'un coup le groupe qui devrait être responsable de tous les maux libanais. Allant dans ce sens, les responsables du gouvernement illégal du Liban accusent Fateh al-islam d'être responsable des deux derniers attentats de Beyrouth, sans apporter aucune preuve. Mais cette accusation arrange tout le monde.

Aujourd'hui, les groupes libanais du gouvernement parlent et réclament l'escalade, mais l'escalade contre qui ? Ils parlent de Fateh al-islam, mais en même temps posent la question de l'armement dans les camps palestiniens. C'est là où intervient le rôle de l'américain Welsh.

Le gouvernement libanais et les groupes qui le soutiennent exigent des organisations palestiniennes une position claire vis-à-vis de Fateh al-islam, alors qu'il ne s'agit pas d'un groupe palestinien.

Le gouvernement libanais exige que les organisations palestiniennes affrontent elles-mêmes ce groupe, avant de faire cesser les bombardements, soit en quelque sorte, faire que les affrontements se déroulent à l'intérieur du camp et non plus entre l'armée et le groupe Fateh al-islam.

En impliquant l'armée libanaise dans cet affrontement qui n'est pas de son ressort, le gouvernement libanais vise aussi le rôle de l'armée, lui faire reprendre un rôle de répression intérieure au lieu d'un rôle voulu par la résistance nationale, et notamment du Hizbullah, celui d'une résistance contre **Israël**.

En affrontant Fateh al-islam, le gouvernement et les forces politiques qui le soutiennent, pensent-ils lutter contre la Syrie, comme ils le prétendent, alors que ce pays n'a rien à voir avec Fateh al-islam ? Ils affrontent en réalité la présence palestinienne organisée dans les camps, car au-delà de la présence de Fateh al-islam dans le camp, ce sont les organisations palestiniennes qui sont visées, la présence autonome palestinienne, armée et civile.

Le plan américain exécuté par les forces politiques du gouvernement illégal libanais consiste à susciter des troubles sécuritaires afin de justifier la mise en place d'une tutelle internationale sur le Liban, visant en premier lieu la présence de la résistance nationale armée.

N'ayant pu faire intervenir le Hizbullah dans les affrontements armés internes, c'est par la présence palestinienne que les forces du gouvernement comptent mettre en place le plan américain.

Encore une fois, les Palestiniens du Liban sont victimes d'un plan criminel, exécuté par le gouvernement illégal du Liban qui a impliqué l'armée libanaise. En réalité, le groupe Fateh al-islam, entièrement isolé des Palestiniens de Nahr al-Bared, a été utilisé et manipulé par des services libanais pour régler des comptes libanais-libanais.

Les organisations palestiniennes présentes au Liban, bien qu'ayant clairement dénoncé Fateh al-islam et ses actions, bien qu'elles aient clairement dénoncé les assassinats des soldats de l'armée libanaise, ne peuvent continuer à soutenir les agissements de cette armée ni de ce gouvernement, car il ne s'agit plus d'une auto-défense, mais l'exécution d'un plan visant à liquider leur présence et la cause palestinienne au Liban.

La guerre menée actuellement contre le camp de Nahr al-Bared prend des allures de guerre civile : d'un côté, un soutien populiste à une armée qui n'assume pas un rôle de défense nationale, et de l'autre, les Palestiniens, les organisations palestiniennes et les forces de la résistance libanaise, qui essaient coûte que coûte d'arrêter ce massacre et de régler la présence de Fateh al-islam sans faire payer le prix à la population des camps.

Le Hizbullah et les partis de l'opposition ont dénoncé, dès le début, l'implication de l'armée dans cet affrontement. Ils essaient, avec les organisations palestiniennes, de mettre fin à cette guerre honteuse.

Bahiyya al-Hariri, soeur du feu Rafik Hariri et éloignée du clan Hariri à cause de ses positions nationales, a longuement parlementé avec son neveu pour permettre l'intervention des secours aux Palestiniens encerclés dans le camp de Nahr-al-Bared.

Les partis de l'opposition essaient de séparer entre Fateh al-islam, que le pouvoir a d'ailleurs aidé à mettre en place, et les camps palestiniens, ce que refuse actuellement Sanioura, Joublatt, Hariri et consorts, exigeant des organisations palestiniennes qu'elles se chargent elles-mêmes de l'affrontement, avec les conséquences désastreuses pour les Palestiniens que cela pourrait entraîner.

C'est cette position, hautement nationale et sage, des partis de l'opposition que les responsables du gouvernement illégal essaient de remettre en cause en voulant prouver qu'elle est une reconnaissance implicite du rôle de la Syrie. On revient à la

langue de bois.

Article paru sur la liste de diffusion "Assawra"

Liste dédiée à l'Intifada ...

S'inscrire en envoyant un message à :

assawra-subscribe@yahogroupes.fr